



Réponse de Free à la consultation publique relative au projet de collecte trimestrielle d'informations sur les conditions techniques et tarifaires d'interconnexion et d'acheminement de données

Dans le cadre de la nécessaire montée en compétence des pouvoirs publics sur les sujets Internet, l'Autorité a souhaité mieux connaître les mécanismes d'interconnexion et d'acheminement de données.

Dans cette perspective, un nouveau cycle de collecte trimestrielle d'informations est envisagé. Free remercie l'Autorité de l'opportunité ainsi fournie aux acteurs qui peuvent apporter un éclairage basé sur la réalité d'une pratique essentiellement pragmatique et non codifiée. En effet, un souci légitime de connaissance fine de la part de novices d'un éventuel enjeu de régulation peut souvent engendrer des contraintes excessives dans un domaine où la compétition est mondiale et la légèreté des demandes réglementaires la norme. C'est ainsi que Free s'interroge en particulier sur certaines modalités de mise en œuvre envisagées par l'Autorité qui lui semblent particulièrement ambitieuses à la lumière de la profondeur temporelle et granularité des informations sollicitées par l'Autorité.

Sous certains égards, le projet de collecte d'information tel qu'initialement envisagé par l'Autorité risque d'ajouter une nouvelle couche de bureaucratie à un Internet qui n'en a pas besoin. D'autant plus qu'il existe des bases de données (telles par exemple robtex ou peeringdb), auxquelles l'Autorité peut s'y abonner, de nature à fournir un premier niveau d'information déjà très exhaustif sur l'état de la connectivité de tout AS.

Les orientations retenues par l'Autorité à ce stade de la consultation appellent les observations suivantes de Free sur les points suivants.

1 – Sur la définition des catégories d'acteurs concernés

L'objectif poursuivi par l'Autorité n'a de sens que si le périmètre des acteurs interrogés est le plus exhaustif possible. Se cantonner qu'aux seuls FAIs sans tenir compte de maillons tout aussi essentiels de la chaîne de valeur serait constitutif d'une vision pour le moins asymétrique du principe de neutralité.

Pour Free, un périmètre englobant tout acteur disposant d'un AS et intervenant sur le marché national doit être destinataire du questionnaire envisagé par l'Autorité, et sans considération de taille ou de parc d'abonnés dans la mesure où ce dernier est susceptible de solliciter l'Autorité pour trancher tout éventuel différend.



2 – Sur la nature des éléments collectés

Si Free comprend l'objectif poursuivi par l'Autorité, en revanche elle tient à souligner à certain égard se heurte en pratique aux réalités intrinsèques d'un domaine fondamentalement hostile à toute appréhension nationale.

Par son historique et ses pratiques, le monde Internet est fondamentalement plus proche du libéralisme économique et de la *common law* que du jacobinisme bureaucratique qu'affectionnent les acteurs historiques des télécommunications.

C'est ainsi que, comme le reconnaît l'Autorité dans son document de consultation, les prestations d'interconnexion et d'acheminement de données relèvent principalement, et non marginalement, d'usages non écrits et pratiques le plus souvent non historisées n'ayant pas donné lieu à des conventions au sens entendu par les autorités de régulation du continent Européen.

Sur le périmètre des relations considérées, Free accueille avec satisfaction l'évolution rassurante de l'Autorité par rapport à son projet initial pour lequel le critère était le FSCPL : sur Internet, l'interconnexion repose avant tout sur des échanges de trafic entre AS, sans tenir compte de la nature des domaines collectés et/ou acheminés par les AS concernés. Toute demande d'information adressée à un FAI, opérateur de transit ou d'interconnexion à la maille du FSCPL impliquerait pour ces derniers de rentrer dans les détails de trafic et donc analyser le contenu des communications transitant par leurs réseaux, ce qui à ce jour contreviendrait gravement à la réglementation en vigueur.

En revanche subsiste à ce stade une interrogation majeure sur le bien fondé d'une demande émanant d'une autorité nationale portant sur des éléments établis en dehors du territoire national et pour la plupart relevant de dispositions, notamment en matière de secret des affaires et de sécurité des communications, de droit ni français ni communautaire. En particulier, certains accords dont bénéficie Free en tant que demandeur, en particulier avec des prestataires non établis et encore moins déclarés en France ne relèvent pas du droit français. Compte tenu de l'application pour le moins tatillonne que fait l'Autorité depuis quelques temps de ses propres décisions de collecte d'information, Free invite l'Autorité à motiver plus amplement les raisons qui, selon elle, devraient conduire un acteur disposant d'une relation avec des tiers à l'Autorité et relevant de normes juridiques non nationales à communiquer à cette dernière des éléments essentiels sans l'accord formel du ou des co-contractants.

Sur le contenu des informations demandées, Free rappelle que la norme de production dans les réseaux majeurs est actuellement le lien 10 GE (10 Gbps) à titre nominal et GE (1 Gbps) à titre secondaire. Le seuil de 500 Mbps retenu par l'Autorité est à ce stade inopérant, et Free invite l'Autorité à en tenir compte, étant précisé que la récente disponibilité de routeurs capables de commuter nativement des liens 100 GE (100 Gbps) laisse entrevoir l'établissement de prochaines interconnexions à ce niveau.



En outre, il se peut, notamment chez certains acteurs privilégiant le *single-homing* (pratique consistant à confier sa connectivité à un seul acteur), que le nombre de partenaires pour l'interconnexion soit en deçà du plafond de 30 retenu par l'Autorité dans son projet. Free invite par conséquent l'Autorité à en tenir compte dans le traitement des réponses qui lui parviendront dans la mesure où la pratique de ces derniers mois a établi une conception particulièrement rigoureuse du niveau de réponse qu'elle attend des acteurs abreuvés de ses nombreux questionnaires.

Enfin, concernant les données sur les volumes de flux échangées, si Free comprend l'objectif poursuivi par l'Autorité qui peut avoir besoin de ces informations pour notamment déterminer quel est l'acteur qui tire le plus profit d'une relation d'interconnexion, elle l'invite toutefois à faire preuve de souplesse dans la mise en œuvre. Par ailleurs, la collecte de tels éléments peut nécessiter des investissements dans l'hypothèse où emportée par son élan l'Autorité souhaiterait compléter le périmètre des données pour disposer de valeurs de trafic affinées (telles par exemple l'historique sur plusieurs années ou la moyenne sur la période considérée, car à ce jour les seules statistiques disponibles sont l'état du trafic à l'instant T).

3 – Sur la périodicité de la collecte et le délai de réponse

Si Free comprend l'objectif trimestriel envisagé par l'Autorité, elle tient à rappeler que la mise en œuvre de la collecte des informations sollicitées, en l'absence de toute analyse de marché valablement conduite, peut être particulièrement intrusive pour les opérateurs, notamment en phase d'initialisation.

En effet, la mise en œuvre par les opérateurs de la collecte des informations sollicitées par l'Autorité va inévitablement déboucher sur un fastidieux travail de mise aux normes jacobines d'accords et pratiques qui le plus souvent n'ont pas fait l'objet d'accords se conformant aux caractéristiques attendues par les autorités de régulation du continent Européen. Pour certains liens la charge est estimée à plusieurs semaines voire au-delà du délai de réponse initialement envisagé par l'Autorité dans son document soumis à consultation.

C'est ainsi qu'en phase d'initialisation, que Free estime à une année complète compte tenu des renégociations qu'il faudra mener à l'étranger pour faire admettre le but poursuivi par l'Autorité et obtenir la levée des restrictions de communications assorties à certains accords majeurs, une périodicité trimestrielle est manifestement disproportionnée et ne tient nullement compte de la réalité des réseaux Internet telle qu'elle se pratique en dehors de l'Hexagone.

C'est pourquoi Free invite l'Autorité à amender son projet pour prévoir une mise en œuvre progressive, à l'instar de ce qu'elle a retenu pour les indicateurs de qualité de service. Free estime proportionné à l'objectif poursuivi de retenir pour la première année une périodicité semestrielle avec un délai de réponse porté à 3 mois.



4 – Autre

La perception que semble retirer l'Autorité de l'interconnexion et l'acheminement des données Internet laisse entrevoir des modalités techniques somme toute assez similaires à l'interconnexion téléphonique ou la collecte de trafic au niveau national, dans lesquelles les liens sont principalement bijectifs.

Or un des fondamentaux même d'Internet est que, pour une même communication, les voies aller et retour sont intrinsèquement indépendantes, de telle sorte qu'un acteur ne maîtrise que la voie aller (le trafic sortant de son réseau) et nullement la voie retour (le trafic entrant).

Sauf à retourner sur un modèle relevant d'un Minitel confiné aux frontières de l'hexagone, aucun acteur, quel qu'il soit, ne peut maîtriser la voie retour. Free invite l'Autorité à en tenir compte dans le cadre de ses prochaines analyses du marché de l'interconnexion et acheminement et partant de là sur les sollicitations adressées aux acteurs.